

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3354 - Mardi 12 Mars 2019 - Prix : 200 Fc

PROPOSITION D'UNE LOI D'AMNISTIE

Le Président de l'Assemblée s'en occupe dès ce mercredi



DIPLOMATIE

Le Vice-ministre des Affaires Etrangères Russe à Moroni

LIRE PAGE 3

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Mars 2019**

Lever du soleil:
06h 10mn
Coucher du soleil:
18h 24mn

Fajr : 04h 57mn
Dhouhr : 12h 21mn
Ansr : 15h 39mn
Maghrib: 18h 27mn
Incha: 19h 41mn



Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

ELECTIONS ANTICIPÉES

Mohamed Ibrahim, du monde associatif à la magistrature de Ngazidja

Mohamed Ibrahim est candidat à l'élection du gouverneur de l'île de Ngazidja. Après avoir longtemps servi son pays dans différents domaines, il a décidé de briguer la magistrature suprême de Ngazidja pour rehausser l'île et sauver la jeunesse.

Titulaire d'une maîtrise en Finance publique, un master en science politique et un Master 2 en politique de développement, Mohamed Cheikh Ibrahim a décidé de rentrer aux Comores à partir de 2008. Sur place, il a commencé à travailler dans l'administration, dans des projets mais aussi au sein du monde associatif. Membre fondateur du CEDAC, une association communautaire, Mohamed Cheikh Ibrahim a déjà un aperçu de la vie du comorien et une expérience en matière de gestion de projet. Il a décidé de se porter candidat aux élections des gouverneurs pour l'île de Ngazidja en vue de rehausser l'île mais aussi sauver une jeunesse presque oubliée.

« Depuis que je suis rentré aux Comores, j'ai consacré ma vie aux projets communautaires. J'ai pu mobiliser des fonds au profit des communautés, notamment la construction d'une école de trois salles de classe financée par l'ambassade du Japon, ainsi que d'autres projets comme la construction d'une maternité. Nous avons aussi construit une deuxième école à Kouwa Mitsamiouli, et deux grosses citernes

communautaires à Bangoi Hambou. Suite à toutes ces expériences, je me suis dit qu'il est temps de se présenter candidat pour rehausser l'île de Ngazidja », déclare-t-il.

Une vie dans les communes bien garnie

Au niveau des ONG, le candidat a vécu pas mal de choses. Selon lui, les communautés elles-mêmes sont motivées pour leur développement. « J'ai vu des communes avec des projets même s'ils ne sont pas structurés. Mais cela montre la volonté pour leur bien être », dit-il, avant de préciser que « dans tous les projets qu'on a pu réaliser, il y a eu toujours des contributions des communautaires même modestes. Mais l'ambition est là ». Au cours de son expérience dans les communes, le candidat montre la nécessité d'une harmonisation, car selon lui « quand la communauté décide de faire quelque chose, parfois il n'y a pas de logique de développement mais chacune veut construire telle infrastructure sans connaître les procédures. En fait, il y a aussi l'absence des pouvoirs publics au niveau communautaire ». Et d'ajouter : « Je vais prendre mon cas avec mon ONG CEDAC. Parfois c'est lors d'une inauguration officielle d'un projet qu'on voit la présence du gouvernement. A part ça, on n'a jamais eu une visite du gouvernement ou une autorité pour nous demander comment

on travaille ou nous donner une subvention. Donc, je pense que si l'Etat ou bien le gouvernorat travaille bien entendue avec les communautés, en les guidant, en les orientant et en les appuyant, on évite les redondances afin de mettre la cohérence dans leur développement ».

Un centre d'information et des Insertions des Jeunes

Une fois à la tête de l'île de Ngazidja, le candidat va s'attaquer à la cohésion sociale. Pour lui, on ne peut pas faire du développement s'il n'y a pas une cohésion sociale. « Aujourd'hui, s'il ya des conflits entre les communautés, les localités, cela peut bloquer les développements communautaire. D'ailleurs beaucoup de projets sont bloqués à cause des conflits communautaires. Pour cela, si on arrive à mettre l'accent sur la cohésion sociale en structurant ces domaines pour que on puisse éradiquer les conflits communautaires, ça sera un grand atout pour développement de notre île ». Le candidat n'a pas oublié la jeunesse et l'insertion, qui estime que le chômage des jeunes est une bombe à retardement pour le pays. « Honnêtement, je ne peux pas mentir aux jeunes que une fois élu, il y'aura mille emplois dans l'administration de l'île, ce qui est impossible. D'ailleurs la fonction publique actuellement dépendra de l'Union. Ce que nous pouvons faire, c'est d'encadrer la jeunesse et l'aider



dans l'auto-emploi, pour qu'ils aient des capacités en matière de gestion de projet. Dans ce cas, nous ferions des micro-projets, pour qu'ils soient capables de s'auto-employer et embaucher d'autres », avance-t-il. Pour les jeunes, il prévoit d'ouvrir un centre d'information et des Insertions des Jeunes. Un bâtiment et des équipements, des formateurs, et des conseillers pour le développement des jeunes dans tous les domaines mais aussi bénéficier des connaissances en matière de gestion de projet.

Sur la nouvelle constitution, Mohamed Cheick estima qu'elle a

besoin de loi organique complémentaire pour fixer les lignes budgétaires. « Il y a beaucoup de choses à faire au niveau législatif et réglementaire pour asseoir vraiment des bases et ça ce n'est pas mon travail. C'est le travail de tous notamment l'autorité centrale, et on militera pour défendre les intérêts de l'île sachant que l'autonomie a été réduite », indique-t-il. Il ose espérer que les personnes qui ont mis en place cette constitution auront la sagesse de faire en sorte que ça fonctionne.

Mohamed Youssouf

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Karihila promet le retour des cantines scolaires

Une fois élu à la tête du pays, le Dr Hamidou Karihila promet de faire revenir les cantines scolaires dans les écoles publiques.

L'annonce a été faite dimanche dernier lors de l'ouverture de son quartier général après avoir effectué une tournée de sensibilisation dans sa région.

Le candidat Hamidou Karihila a effectué dimanche dernier une tournée de sensibilisation auprès de ses militants et sympathisants dans son fief,

Hamahamet-Mboikou. L'ancien bras droit d'Azali, entouré d'une foule composée essentiellement de femmes, a dévoilé son programme pour pouvoir convaincre les comoriens à l'élire à la tête du pays. Et il commence par l'éducation pour un retour des cantines scolaires. « Une fois élu, je vous promets de faire revenir les cantines scolaires », déclare Dr Karihila, l'un des 13 candidats à la course à la magistrature suprême. Pour lui, depuis 1973, l'école est complètement délaissée et cela explique les mauvais résultats qu'en-

registre le pays ces dernières décennies. Pour lui, le lycée Said Mohamed Cheikh de Moroni ne mérite pas l'état de délabrement dans lequel il se trouve actuellement.

L'ancien secrétaire général du principal parti au pouvoir, qui a rejoint l'opposition, regrette profondément le rejet des autres candidats qui ont voulu se lancer dans la course aux présidentielles. « Encore une fois, le régime actuel ne cesse de bafouer les institutions et de violer les droits fondamentaux des citoyens. C'est inadmissible ». Pour

le candidat indépendant, il s'agit d'un véritable « climat de terreur » qui s'installe dans le pays et qui connaît également de grandes difficultés économiques.

Pour Hamidou Karihila, l'arrivée en masse des femmes dans sa réunion en dit long. « J'ai déjà compris votre message. Je vous rassure que je suis serein. Je vous demande d'être optimistes. Les résultats nous donnent raison », lance-t-il avant d'ajouter que « tout le monde sait que Karihila est un homme de parole. Et parmi ses priorités, une fois à Beit

Salam, il sera question de rassembler les comoriens dans les 90 premiers jours, afin de garantir la paix dans l'ensemble de l'archipel. Puisque sans stabilité politique et institutionnelle dans le pays, il ne peut y avoir de prospérité », avance le candidat. Hamidou Karihila prône la modernisation de la société et l'ouverture vers les femmes et des emplois pour les jeunes.

Ibnou M. Abdou

CAMPAGNE ÉLECTORALE

La mouvance ouvre son quartier général dans le Ngwengué

En présence de la candidate de la mouvance présidence au poste de gouverneur, la mouvance présidentielle vient d'ouvrir leur quartier général dans le Ngwengué au sud de Ngazidja. Sitti Farouata Mhoudine a saisi cette occasion pour énumérer les réalisations du candidat Azali Assoumani.

La mouvance présidentielle a ouvert vendredi dernier leur quartier général dans le

Ngwengwé, région du Mbadjini au sud de Ngazidja. Les intervenants à cette cérémonie se sont focalisés sur le bilan du candidat Azali depuis qu'il a pris les commandes du pays. Mmadi Kapachiya qui assure la direction de campagne au niveau de la région, revient en long et en large sur le bilan des trois régimes d'Azali.

Il cite entre autres la création de l'Université des Comores, l'arrivée du téléphone portable mais aussi la

valorisation du girofle et de la vanille. « Cela pour vous montrer qu'il faut lui laisser la route pour achever ce qu'il a commencé », sollicite-t-il, avant d'ajouter que « faire élire quelqu'un d'autre qu'Azali fera reculer le pays d'un cran, car il sera dans l'obligation de tout remettre en cause et recommencer à zéro, comme nous l'avons vécu ».

Pour à Sitti Farouata et Djoumoi Said Abdallah, respectivement candidate de la mouvance au poste de

gouverneur de l'île de Ngazidja et secrétaire d'Etat chargé de la coopération internationale, le temps est venu pour la femme comorienne de prendre les commandes. « Avec Azali, tout est possible pour le développement socio-économique du pays », avance Djoumoi Said Abdallah qui croit que Ngwengwé est le 2e fief d'Azali. Avant Ngwengué, la mouvance présidentielle a ouvert son quartier général à Chezani dans le Mboinkou. Une

occasion pour les cadres de cette région de citer une par une les différentes réalisations du président candidat Azali dans cette région. La dernière en date est la préfecture inaugurée au mois de février dernier.

Ibnou M. Abdou

PROPOSITION D'UNE LOI D'AMNISTIE

Le Président de l'Assemblée s'en occupe dès ce mercredi

Il y a deux semaines, deux députés de l'opposition avaient convié la presse afin de lui annoncer qu'ils avaient saisi le président de l'Assemblée nationale dans le but de convoquer une session extraordinaire. Objectif affiché : l'adoption d'une loi d'amnistie des prisonniers politiques. Joint au téléphone, le président de l'Assemblée nationale a indiqué qu'il s'en occuperait à son retour sur la Grande-Comore.

Le 26 février dernier, deux députés avaient annoncé à la presse avoir saisi le président de l'Assemblée nationale afin qu'il convoque une session extraordinaire en vue du vote d'une loi d'amnistie. Mohamed Msaidie (député Juwa) et Mmadi Hassani Oumouri (député Rdc) avaient expliqué qu'ils avaient collecté 20 signatures parmi leurs collègues. Deux semaines après cette annonce, les choses semblent au point mort. Joint au téléphone, Mohamed

Msaidie a affirmé « ne pas savoir où les choses en étaient ».

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale, Abdou Ousseni a indiqué se trouver sur l'île d'Anjouan. « J'arrive à Moroni mercredi et je ferai le nécessaire pour convoquer le bureau afin que nous nous penchions sur la question car il faut que ce soit celui-ci qui envoie le courrier au secrétariat général du gouvernement », a-t-il assuré au téléphone. Il a cependant précisé « que le président de la

république devait publier un décret de convocation de la session extraordinaire pour que celle-ci puisse avoir lieu ».

Pour rappel, une loi d'amnistie est une loi ordinaire. Pour qu'elle soit adoptée, il faut une majorité simple, soit 17 députés. Cette proposition de loi intervient alors que plusieurs prisonniers qualifiés de politiques croupissent en prison, certains ayant écopé des peines à perpétuité et sont déchus de leurs droits civiques, à la suite de procès

contestés en décembre dernier devant la Cour de sûreté de l'Etat, laquelle rend des décisions en dernier recours.

Au début de l'année, des rumeurs faisaient état d'une probable grâce présidentielle. Les détenus eux-mêmes avaient fait parvenir un courrier à Azali Assoumani afin de demander sa grâce. Celle-ci devait intervenir le 05 janvier dernier. Il faut croire que ce n'était qu'une rumeur.

Fsy

DIPLOMATIE

Le Vice-ministre des Affaires Etrangères Russe à Moroni

Le Vice-ministre des Affaires Etrangères Russe et représentant de la Fédération de Russie au Proche Orient et en Afrique a séjourné à Moroni dans la soirée du dimanche à lundi. Le diplomate russe a été reçu par le président-candidat, Azali Assoumani, et Soeuf Mohamed Elamine, ministre des Affaires Etrangères de la Coopération Internationale. Un accueil chaleureux et des échanges fructueux selon le ministre russe.



Le vice ministre russe reçu par Soeuf Mohamed Elamine

Le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de la Francophonie (Maecif), Soeuf Mohamed Elamine a reçu hier lundi son homologue russe, Mikhail Bogdanov, Vice-ministre des Affaires Etrangères et représentant du Président de la Fédération de Russie au Proche Orient et en Afrique. Au cours de leurs échanges, plusieurs sujets ont été abordés. Porteur d'un message du président Vladimir Poutine pour son homologue Azali Assoumani, le ministre Bogdanov a annoncé dans une conférence presse commune que la Russie s'engage à accompagner le déroulement du processus électoral et a promis de faire le nécessaire

pour que des observateurs russes soient déployés dans le pays.

Le diplomate russe a affirmé au cours de ces échanges avec la presse que la Fédération de Russie suit de près le déroulement des événements. « Nous sommes pour le développement du processus dans le cadre institutionnel tout en se conformant à la loi et pour la stabili-

té intérieure », dit-il. Pour Bogdanov l'acte perpétré contre le candidat Azali Assoumani est un acte « terroriste » qui est à la fois déplorable et contre la démocratie de tout un peuple. « Il s'agit d'un acte qui met en péril la démocratie de l'archipel », lance-t-il. Même son de cloche pour Soeuf Mohamed Elamine qui considère cet acte de

banal.

Mikhail Bogdanov a été aussi reçu par le président-candidat Azali Assoumani. Au cours des échanges, le diplomate russe a remis à Azali Assoumani une invitation pour le premier forum Russie-Afrique qui aura lieu en Octobre prochain à Moscou. Selon Bogdanov, les échanges avec le président en congé

étaient fructueux. « Nous avons une volonté de promouvoir les relations mutuelles qui existent entre nos deux peuples », a-t-il dit. Avant le sommet d'Octobre, plusieurs forums auront lieu à Moscou en vue de préparer la rencontre entre la Russie et l'Afrique. Pour Bogdanov, la présence des Comores à ce grand rendez-vous est un honneur pour la Russie.

Depuis l'accession des Comores à l'indépendance le 6 juillet 1975, les relations bilatérales entre les Îles de la Lune et la Fédération de Russie sont bonnes. Celles-ci se sont renforcées lors de la dernière visite du président Azali Assoumani et du ministre Soeuf Mohamed Elamine à Moscou vers fin 2018. La Russie s'est, lors de cette visite diplomatique, engagée à accompagner les Comores dans plusieurs domaines notamment la sécurité, le tourisme, l'investissement et la diplomatie.

A.O Yazid

EBOULEMENT DE MONTAGNE AU PASSAGE DU CONVOI PRÉSIDENTIEL

La CRC parle d'un acte "barbare et terroriste"

Le parti du candidat Azali Assoumani a tenu un point de presse vendredi dernier pour condamner ce qu'il qualifie de « tentative d'assassinat » de leur candidat. Le secrétaire général du parti parle d'un acte « barbare et terroriste ».

Alors que la campagne électorale suit son cours, le candidat Azali Assoumani, présent sur l'île d'Anjouan aurait échappé de peu à une tentative d'assassinat jeudi dernier. Depuis, une série d'arrestations avaient eu lieu. Vendredi dernier, c'est le parti du

candidat, la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) de condamner avec la plus grande fermeté cette tentative d'assassinat. « Depuis l'ouverture de la campagne, on n'a pas assisté à une scène pareille. Notre candidat était la cible d'un acte barbare et terroriste et Dieu merci, il l'a échappé belle. On est la pour condamner énergétiquement cet acte qui peut mettre le pays à feu et à sang », déclare Yahaya Mohamed Illiassa, le secrétaire général du principal parti de la Mouance présidentielle. « Depuis les actes du référendum du 30 juillet dernier, j'ai compris que les temps

ont changé aux Comores. Des choses qu'on n'a jamais vu commencent à se produire », poursuit-il.

Au niveau de l'opinion publique, certains crient au complot du gouvernement pour amadouer encore une fois les comoriens. Une idée, loin de convaincre le secrétaire général de la CRC. « Vous parlez de complot, je ne suis pas de cet avis. Il y a eu des actes à Anjouan, Mohéli et à Ngazidja. Des enquêtes ont été faites et des procès ont eu lieu. On ne peut pas dire que c'est un coup monté. On a essayé d'assassiner notre candidat », poursuit-il.

Yahaya Mohamed Illiassa appel-

le les comoriens à voir les choses du bon côté et laisser les suspensions. « Si une personne pense à un complot, c'est parce qu'il a déjà cette idée en tête », lâche-t-il. Le secrétaire général de la CRC assure qu'ils vont poursuivre la campagne dans les îles de l'archipel. Pour rappel, le convoi présidentiel roulait entre Mjamaoue et Bwekuni, une zone montagneuse et c'est à ce niveau qu'il y a eu un éboulement de la montagne. Un acte qualifié de criminel par le gouvernement.

Nassuf Ben Amad

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Faïza Soule Youssouf
 Binti Mhadjou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Rahamatouallah Youssouf
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

CONCOURS MUSICAL

12 orchestres pour le revêtu du Twarab

L'Alliance française de Moroni a organisé une conférence hier lundi pour annoncer le lancement du concours des orchestres de Twarab le 15 mars prochain. L'objectif de cette initiative est d'encourager les orchestres locaux de musique traditionnelle à reprendre la scène.

L'Alliance française se prépare à lancer un concours sur le Twarab comorien. Le but est d'inciter les artistes locaux à reprendre la scène de la musique traditionnelle, qui ces derniers temps, a perdu son éclat à cause de sa modernisation rythmique. Pourtant le twarab (un terme arabe signifiant « joie de la musique »), depuis son introduction aux Comores, fait partie du patrimoine culturel comorien. Pour le revaloriser, l'Alliance Française de Moroni a décidé de lancer un concours de twarab chaque année. « Cette initiative a pour but d'encourager les orchestres de Twarab à reprendre la scène.

Elle va également créer un dynamisme artistique dans l'ensemble du pays », a expliqué Jean-Rémy, le directeur général de l'Alliance française de Moroni. Ce dernier reste convaincu que ce nouveau dynamisme va apporter des avantages dans le twarab à la suite de ce concours.

Pour cette première édition, le concours se fera en quatre soirées avec 12 orchestres. Trois orchestres vont s'affronter pour une seule soirée. « La première soirée est prévue pour le vendredi 15 mars prochain. Elle opposera Wutamadun, El Miand des Comores et Mi Sambeco de Mitsamiouli. Le 29 mars sera le tour de Nourou Zaman, Tchek Za music et Hiar nour. Au mois d'Avril plus précisément le 12, la scène opposera les Atomes de Ntsudjini, Wudzima de Foubouni et Association Amina Irohé Oichili. Et la dernière soirée est programmée pour le 26 avril qui verra la participation de Wanantsi, Awuladi Nourou de Dimadju Hamahamet et



Chiwe Music », informe Hafsoit Abdérémane, la chargée de communication de l'AF de Moroni, avant de préciser que « l'entrée pour chaque soirée est fixée à 1000 fc ».

Le célèbre artiste comorien du

slow, Bourguiba a montré que la finale opposera trois orchestres et le gagnant aura le privilège d'enregistrer un album, mastering de 10 morceaux. Il sera l'œil et l'oreille dans chaque soirée pour décider qui doit

gagner sur ce concours du Twarab. Pour cette première édition, le jugement se fera sur la prestation scénique, vocale, charisme et rythme musical.

Kamal Gamal

HABARI ZA UDUNGA

Tout est question d'opportunité et de génie dans l'opportunisme

"Puisque ces mystères m'échappent, feignons d'en être l'organisateur". Jean Cocteau

Comme à chaque élection, les habitants des îles de la lune passent des heures et des heures à faire des commentaires à n'en plus finir sur les intentions supposées des uns et des autres. Dans les bangwé, dans les mosquées et dans les chaumières, on échafaude des scénarios les uns plus fantaisistes que les autres. Or il semble que le débat doit porter sur la mise en place d'un véritable état impartial et reconnu comme tel par l'opinion. Sans cela, on pourra toujours changer les pions de l'échiquier politique, on retombera sur les travers du passé consistant à se parer des vertus de l'équilibrisme insulaire.

On peut donc se demander, quel est le ressort qui est cassé, pour nous rendre amorphes, face à des situations passablement compliquées pour ne pas dire autre chose. Un des multiples grands leaders du microcosme sous les cocotiers, disait un jour dans nos colonnes, qu'il faudrait psychanalyser le pays et la communauté internationale dans leur ensemble pour essayer d'avoir une explication à cela. Et dans ce chapitre, certains aimeraient connaître les résultats de leur propre séance de psychanalyse.

Dans la réalité, le pays n'est jamais sorti de la logique des sultans batailleurs. Une logique de pouvoir pour le pouvoir qu'autre chose. Le pouvoir est devenu en quelque sorte, un grand mariage. Il faut que chacun y passe et reçoive

le turban sur la tête et soit sultan à la place du sultan, le temps qu'un autre vienne y prendre la place.

Personne n'est dupe et pourtant tout le monde fait semblant de croire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui et c'est le propre de l'homme, seriez-vous tenter de répondre. Le vrai problème est que le pays vit au dessus de ses moyens sans se donner les moyens de créer de la richesse.

Un pays comme le Cap Vert, mal loti par la nature, donne un exemple de ce qui peut être fait avec peu de moyens et avec une volonté d'aller toujours de l'avant. A l'opposé, il y a l'exemple d'Haïti, un peuple fier, des cadres et une intelligentsia reconnus mais qui s'est toujours enfoncé dans le sous-développement et une misère criante.

Les îles de la lune sont un carre-

four de cultures et de civilisations. Elles ont des opportunités à saisir et des atouts à relever. Sans une prise de conscience affirmée sur le plan politique autour d'une vision à travers un développement maîtrisé, le microcosme politique continuera de naviguer avec son frêle esquif à travers les méandres d'une mer déchainée appelé mondialisation.

Les discours pompeux récités ici ou là sur les vertus de la démo-

cratie, n'ont qu'une valeur symbolique et sont destinés essentiellement à usage externe. Les vrais discours, ce sont des non-dits que les spécialistes savent décoder et tirer les dividendes le moment venu. Tout est question d'opportunité et de génie dans l'opportunisme, ajouteront les mauvaises langues

Mmagaza

FOOTBALL : CHAMPIONNAT (D1) DE NGAZIDJA

Le club Enfants des Comores explose à Mbeni (5-1)

Le stade Ivogo de Mbeni avait abrité le face-à-face entre, Enfants des Comores et Amicale Club, en clôture de la phase aller, tenu le week-end. Une 1ère période, pleine de suspens, a permis aux ambassadeurs de Mbwanku de rêver (1-1). A la reprise, ils craquent sous les incursions d'Allaoui (doublet), Fayade (doublet) et Tariki (1 but). Bien vif, Mataba a réduit le score (5-1). L'arbitrage n'a pas fait l'unanimité.

Mbeni le samedi 9 mars 2019, Enfants des Comores de Vouvouni et Amicale Club de Chezani s'étaient affrontés dans le cadre de la 11e et dernière

journee du championnat de l'île. Ivogo est le stade préférentiel des Chezaniens. A la 1ère période, intensive et pleine de suspens, chacun des prétendants au titre a mené des opérations offensives et explosives. Plus réaliste, Allaoui ouvre le 1er le ballet de buts, suite à un coup de tête piqué (15e, 1-0). La réaction d'Amicale fut foudroyante. Un

exploit individuel a permis au buteur local de remettre les pendules à l'heure (35e, 1-1).

Au retour des vestiaires, les ambassadeurs de Mbwanku craquent sous les poussées offensives des Vouvouniens, intensifiées par la multiple incursion d'Allaoui (15e et 70e), Tariki (49e), et Fayade (62e et 83e). Cette explosion de buts (5-1) pourrait impulser un club d'Enfants des Comores jusqu'alors moins opportuniste, hors de la zone de relégation. Après le match, des analystes sportifs, sympathisants de Vouvouni sont unanimes sur l'arbitrage : « Les arbitres ont réussi à respecter la neutralité. Mais, ils ont

commis beaucoup de confusion. Heureusement, la différence de buts est colossale. Pendant la trêve, la Ligue de Ngazidja doit absolument organiser un stage de recyclage. C'est indispensable pour la phase retour ».

Bm Gondet

Résultats, 11e journée

Volcan # Aventure : 1-1
Fc Male # Us Mbeni : 1-0
Jacm # Apaches : 3-2
Abeilles # Usz : 0-0
Ngaya # Elan : 2-1
Amicale # Enf. Com : 1-5



Enfants des Comores, Photo d'archive

Équipes	Mg	Mn	Mp	Bm	Be	Diff	Pts
Fc Male	7	2	2	16	9	7	23
Ngaya	6	3	2	20	14	6	21
Volcan	5	4	2	15	12	3	19
Jacm	5	3	3	19	17	2	18
Usz	4	4	3	14	10	4	16
Abeilles	4	4	3	12	11	1	16
Apaches	4	2	5	18	15	3	14
Aventure	2	6	3	15	14	1	12
Enf. Com	3	3	5	21	21	0	12
Usm	3	3	5	10	17	-7	12
Élan	3	2	6	12	17	-5	11
Amicale	2	0	9	8	23	-15	6

JEUX DES ÎLES DE L'Océan Indien, (JIOI 2023)

Le Cij boycotte sa visite quasi concluante aux Comores

Le sport comorien nécessite-t-il une cérémonie anti-guigne ? Lâché dans le continent, et marginalisé dans l'Océan indien, l'hypothèse mérite d'être évoquée. Invité par les Comores pour une visite en marge de l'organisation des Jeux des îles de l'Océan indien de 2023 (Jioi), le Comité International des Jeux (Cij) ne foulera pas le sol comorien. En revanche, l'autre candidat, les

Maldives, à l'animation de la 11e édition aura l'honneur de recevoir la visite du Cij, prochainement.

C'est acquis, le Cij n'effectuera pas la visite technique aux Comores. Le prétexte avancé gravite autour d'une invitation, qui serait entachée de vice de forme. Cette haute instance de la Jeunesse et du Sport des pays/îles de la sous-région est le partenaire

direct des comités olympiques nationaux ou de leur équivalent. Ses membres estiment que c'est au Comité Olympique et Sportif des îles Comores (Cosic) de s'occuper de l'invitation. Mais, non aux autorités. Comment un comité olympique comorien opérationnel depuis environ 20 ans aurait-elle pu manquer à cette procédure administrative ? Est-ce par faute d'inattention, un oubli ou ignorance ? En tout cas,

il n'y aura pas de visite de travail du Cij aux Comores en ce mois de mars. Il faut alors aux sportifs comoriens faire preuve de patience. Rappelons que c'est la énième humiliation que subit l'Archipel aux îles de la Lune. La 1ère remonte à la 5e édition des Jeux, animés à la Réunion en 1998 : voir en encadré, tableau des organisations.

Un confrère de l'Océan indien éclaire : « Ce n'est pas demain la veille qu'on sera fixé sur le pays qui hébergera les 11e éditions des Jioi en 2023. Les Comores qui se sont présentés comme candidats pour les prochains Jeux devront encore attendre ».

Un technicien chevronné de ce prestigieux rendez-vous de la Jeunesse et des Sports de la sous-

région, du Commissariat à la Jeunesse et de Sport, mais remercié, tire la sonnette d'alarme. Il voudrait garder l'anonymat : « Concernant les Jeux des îles de l'Océan indien, comment parvenir à présenter un dossier crédible et concluant sans la collaboration d'un Consultant et/ou Expert national ? C'est le monde à l'envers ! Il faut collaborer ».

Bm Gondet

Tableau des organisations des Jeux

A/ Réunion : 1979, 1998 et 2015
B/ Maurice : 1985, 2003 et ... 2019
C/ Seychelles : 1993 et 2011
D/ Madagascar : 1990 et 2007
E/ En 2023, Dzaoudzi, Maldives ou Moroni sont candidats

COMMUNIQUE DE PRESSE

La société TELCO S.A. tient à informer le public que des personnes mal intentionnées ont procédé à l'ouverture d'un faux compte/faux profil Facebook intitulé « Telma Comores ».

L'ouverture et utilisation de ce faux compte/faux profil constituent une violation des droits de la société TELCO S.A. et de la marque TELMA, notamment une usurpation d'identité par duplication frauduleuse et illégale de la Page Facebook officielle de la société TELCO S.A. Tout usage et toute action véhiculés par ce faux compte/faux profil engage exclusivement la responsabilité de son propriétaire/créateur.

La société TELCO S.A. tient à confirmer officiellement qu'il n'existe aucun lien – de quelque nature – avec ce faux compte/faux profil : www.facebook.com/abdou.ewi?ref=br_rs ; et dénonce formellement tous les articles et publications partagés/publiés par ce faux compte/faux profil.

La Page officielle et unique de TELMA COMORES est accessible à l'adresse ci-après : www.facebook.com/TelmaComores/.

La société TELCO S.A. va tenter toutes les actions et poursuites à l'encontre des éventuels propriétaires/créateurs dudit faux compte/faux profil et tout éventuel complice.

La société TELCO S.A. tient à rappeler qu'en tant qu'Opérateur préféré, elle est soucieuse du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment à travers son engagement de neutralité et de conformité. Elle invite ainsi ses Abonnés à faire preuve de vigilance.

Nos points de vente

Nassib Itsandra	Au paradis du livre
Nassib volovolo	Mag Mrket
Nassib Bacha	Station Filling
Nassib Kalfane	Librairie A la Page
Gare du nord	Nouveauté
Chez Kamardine Matelec	Bus Place de France
Wadaane coulé	Karthala chez Tati
Hadoudja chez Soroda	Magasin Mzé Cheik Gobadjou
Hadoudja chez Nadi	Café de la Médine Badjanani
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou	Said Bacar Djomani

Lettre ouverte à tous ceux qui ambitionnent de présider aux destinées des Comores

PREAMBULE : Nous apprenons la publication par la Cour Suprême du nombre de candidats officiellement autorisés à se présenter à l'élection présidentielle. Nous ne nous estimons pas qualifiés à émettre des jugements critiques, n'étant pas en possession de ce qui a motivé les mises à l'écart. Et même si nous en disposions, toute argumentation critique en l'espèce étant soutenue par des appréciations juridiques fondées, il va de soi que nos compétences, proprement littéraires, induiraient sans doute en erreur le lecteur.

Nous nous attachons surtout à vous parler de notre société. De l'abîme dans lequel elle se trouve et de la grosse incertitude, pour ne pas dire de l'impossibilité de nous en sortir si notre pratique de la politique à la comorienne – celle du tragique – n'est pas abandonnée au bénéfice d'une autre politique de rupture. Inscrite pleinement dans la lutte contre les pratiques véreuses, dans les principes démocratiques de liberté de réunion, d'expression et dans l'acclimatation politique des médiats officiels au débat contradictoire, une telle rupture contribuerait lentement mais sûrement à l'élévation progressive de la prise de conscience de nos problématiques et de nos enjeux.

- **Un contexte constamment meurtri, aux blessures indélébiles**

Aucune des échéances pré-

cedentes n'a nourri autant d'antinomie, croyons-nous, que dans les postures politiques défendant fermement la rupture ayant mis fin en juillet dernier à la substance institutionnelle de la TOURNANTE, face à celles déterminées à s'opposer à ce qu'elles qualifient de « mise en place d'un pouvoir sans partage et sans terme. »

Nous vivons une tout autre époque, dominée par les puissances de l'argent, états ou multinationales. Etat pluri-insulaire, loin des zones de convergence des hommes et de leurs capitaux, aujourd'hui encore démunis, notre sortie de l'emprise coloniale est sans aucun doute l'un des échecs les plus patents des décolonisations de tous les empires coloniaux. Par l'amputation, au mépris du droit international, de l'une de nos îles – Mayotte –, et par une déstabilisation permanente éhontée à partir de cette même île comorienne.

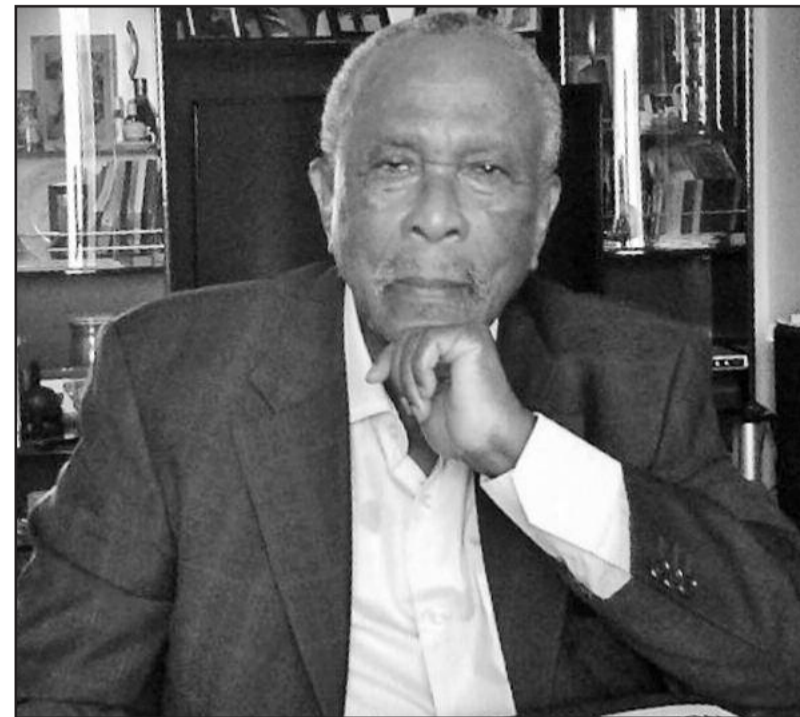
Ecourtée dans le sang et la liesse populaire, car intempestive et mal comprise dans une société « protégée » dans son archaïsme par ses traditions ancestrales, la révolution soilihienne a paradoxalement accentué, après la chute du régime, l'attachement aux formes les plus significatives de la culture ancestrale. Cette même culture qu'elle jugeait pourtant comme un obstacle majeur tant au développement qu'à l'adaptation de l'homme aux problématiques de son époque et à l'appréhension de ses enjeux.

Ce lourd et profond échec, qu'explique le déracinement introduit forcément par la révolution, révolution voulue d'ouverture au monde et à ses réalités, a juste précédé le long pouvoir malfaisant des mercenaires et le très dur séparatisme d'Anjouan. Une consécution de trois pages d'histoire, en principe de nature à éveiller a posteriori une société, à la sensibiliser, et à faire naître en elle ces fibres identitaires de résorption de tout ce qui a pu diviser. Surtout à lui faire prendre conscience de la maîtrise de ses réalités dans la nécessité de construire son futur.

- **Des décennies de politiques indignes**

Mais une telle prise de conscience, dans une société sortie d'épreuves difficiles, ne se manifeste qu'à la faveur de politiques adéquates d'éveil, de la permanence de l'exemplarité, dans des institutions garantissant l'état de droit et ses libertés, seuls aptes à faire prospérer la stabilité. Alors que le vécu douloureux des épisodes cités pouvait aider à secréter les ferments propres à nourrir collectivement un dessein unificateur, rédempteur d'un passé amer, nos gouvernants successifs ont, au contraire, choisi d'être en phase avec l'inertie socioculturelle que génère notre fatalisme, pour sans doute mieux protéger la culture politicienne de la gabegie et du favoritisme outrancier. Peut-être étaient-ils tout simplement inaptes à de telles responsabilités. Peut-être manquaient-ils même de réel attachement à la nation qu'ils servaient.

Ils se sont évertués à reproduire des politiques mimétiques de celles de certaines gouvernances africaines de l'indignité. Celle de l'abandon total de la mise en valeur du potentiel endogène, notamment la terre, perpétuellement maintenue dans des cultures de subsistance, incapables d'atteindre des niveaux aptes à l'exportation, à la création d'une industrie de l'agro-alimentaire, même artisanale, niveau propice à accréditer un avenir « d'émergence » ; celle de l'absence d'orientation utile au pays de tous ceux qui sortent de l'enseignement secondaire ; celle de l'étouffement de toute ambition individuelle ou collective d'émergence d'une vision novatrice ; celle du seul souci de faire vivre des structures administratives abritant une caste aux pratiques mafieuses, dont certains analys-



tes de l'Afrique avancent qu'elles (les pratiques) font plus de mal que ne l'a fait la colonisation elle-même ; celle du constat amer de voir nombreux de celles et ceux de nos nouvelles générations, ayant bénéficié d'ouverture et de formation, ne pas aider le pays à s'extraire de l'archaïsme socioculturel, mais constituer, au contraire, un vivier des comportements d'indignité hautement responsables de la politique du tragique.

Ces gouvernances nous lèguent aujourd'hui un pays presque nu, désarticulé, faisant de la mendicité sa principale source de financement. Un pays sans liens, dépourvu de certitudes, gagné de plus en plus par des déterminismes qui procurent certes une paix intérieure par l'acceptation de la Puissance divine, mais qui exposent à toutes les duperies dans une société où « intérêt collectif » est devenu un gros mot et où n'importe quelle flamme peut se transformer en brasier.

- **Scepticisme, quand tu nous tiens**

« L'émergence, dans les années trente. » En toute honnêteté, la fougue du président AZALI rassure. L'objectif est noble, mobilisateur. Mais a-t-on réellement conscience qu'en réalité tout est en opposition avec la réalisation de cet objectif majeur ? La nudité du pays, les pratiques mafieuses qu'on ne combat que par des condamnations verbales, la défiance suscitée par la nouvelle loi fondamentale, l'aplomb chargé de suffisance et de mépris de certains responsables du Pouvoir,

tout est destructeur. La stabilité sociopolitique nous semble loin d'être réelle. Elle présuppose la jouissance des libertés fondamentales de réunion et d'expression.

Contrairement à ce qu'osent avancer, souvent de façon péremptoire, certains « soutiens » de nos gouvernants, les débats contradictoires à la télévision ou en public ne déstabilisent presque jamais le Pouvoir. Sauf si en face des autres débatteurs, le Pouvoir est mal défendu. Le débat est par excellence, en politique, facteur de compréhension des politiques menées. Il en fait découvrir parfois les perversités, ce qui est sain pour le pays concerné, comme il met en relief les qualités. Il reste la médiation par laquelle une société acquiert les nourritures qui l'aident à s'émanciper, à renforcer sa citoyenneté, à s'ouvrir au monde et à ses contradictions, non dans la passivité, mais dans une dialectique interne qui la responsabilise.

Aucun comorien adulte n'ignore l'état réel de son pays. Un pays qui a besoin d'autorité certes, mais d'une autorité saine, imposant par l'exemplarité des comportements intègres au service de l'intérêt collectif. Et non d'autoritarisme, antichambre de la dictature, inévitablement générateur de défiance, d'instabilité ou de soumission. Soumission ! Le pire qui puisse arriver à un peuple.

Sinon « l'émergence », perspective déjà très hypothétique, ne sera qu'une chimère. Et la continuité du tragique demeurera la règle. Implacable Destin

Ali Mlamali,
enseignant à la retraite

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127